



## Rebonds

Au-delà des émotions hivernales, il s'agit d'accompagner la réinsertion sur le long terme.

### SDF, bonne cause sans moyens ?

Par Michel GODET

QUOTIDIEN : jeudi 4 janvier 2007

Michel Godet professeur au Cnam (Conservatoire national des arts et métiers).

En plantant deux cents tentes le long du canal Saint-Martin, l'association des Enfants de Don Quichotte a choisi le bon moment de la trêve des confiseurs où les médias sont à l'affût d'informations nouvelles pour nourrir l'actualité. Difficile de rester insensible devant cette misère humaine condamnée à dormir par terre, au froid et à se reconforter par l'alcool et la chaleur humaine de ceux qui ne détournent pas le regard.

On regrettera que les inspirateurs de cette opération aient seulement invité les bourgeois, à la recherche de frissons citoyens, à partager la misère des sans-logis en dormant sous la tente. Une sortie par le haut en invitant les SDF à partager leur confortable bohème aurait été tout aussi utile et exemplaire comme preuve d'altruisme.

Mais comment ne pas se sentir concerné, responsable, voire coupable, de vivre dans une société considérée comme développée où, d'après l'Insee, 86 000 personnes vivent sans domicile fixe ? Certes 42 % d'entre elles sont hébergées dans un hôtel ou un appartement financé par un service d'aide et 36 % dans un centre d'hébergement ouvert toute la journée ; mais il reste les 14 %, soit 12 000 personnes, qui doivent se contenter d'un centre d'hébergement de nuit et les 8 %, soit 7 000 personnes, condamnées à la rue ou à un abri de fortune (dont 2 000 à Paris). La mobilisation visant à élargir les horaires d'ouverture des centres de nuit et à augmenter les places de stabilisation (un mois renouvelable avec aide à l'emploi et examens sanitaires) a porté ses fruits, puisque le président de la République a tendu une bourse pleine de la promesse de 70 millions d'euros, ce qui, ramené aux 7 000 sans-abri, représente sur le papier la coquette somme de 10 000 euros pour chacun d'eux.

Ainsi les Français ont-ils pu réveiller la conscience tranquille, en oubliant que cette dépense viendra s'ajouter à la dette que nous reportons allégrement sur les générations futures. Mais si la cause est bonne, les moyens pour éradiquer la misère des sans-abri sont-ils adaptés à la réalité de leur situation ? On peut en douter quand on sait que les crédits d'hébergement d'urgence et d'insertion s'élèvent en 2006 à plus de 1 milliard d'euros (soit une augmentation de 20 % depuis 2003) ; toujours sur le papier, cela équivaut à un effort collectif de plus de 30 euros par jour et par SDF. Il ne faut pas croire que cet argent est remis aux 86 000 sans-domicile recensés par l'Insee : une grande partie sert à rémunérer les 10 000 permanents (travailleurs sociaux, notamment) qui s'en occupent, soit plus d'un emploi pour dix SDF ! On s'est installé dans la réparation, au lieu d'agir en amont sur la prévention et en aval sur l'accompagnement à la réinsertion.

Tout d'abord, il faut s'interroger sur cette tendance congénitale des Français à se tourner vers l'Etat-providence dès qu'il y a un problème à résoudre, sans se poser la question de l'efficacité de l'intervention collective, et encore moins de son coût, puisque l'Etat, c'est tout le monde et donc personne. Déjà au XIXe siècle, Tocqueville, à propos de la lutte contre l'alcoolisme, relevait que l'Américain fonde une association rassemblant ceux qui veulent s'en occuper, alors que le Français lance une pétition pour que l'Etat crée des structures ayant le même but. Et si l'altruisme volontaire d'en bas était plus efficace que celui imposé d'en haut ?

Dans l'affirmative, il faudrait donner plus de moyens aux nombreuses associations et collectivités territoriales qui s'en occupent déjà et sont mieux à même de trouver des réponses adaptées à la grande variété des situations individuelles. Il y a, parmi les SDF, assez peu de bénéficiaires du RMI (40 % environ), un tiers de clandestins, notamment des pays de l'Est, qui ne peuvent travailler faute de papiers, et aussi des travailleurs pauvres dont les revenus ne leur permettent pas de subvenir à leurs besoins ; et puis, une part irréductible d'«ascèse» choisie, comme le relèvent les analystes de l'Insee dans leur synthèse critique sur les approches de la pauvreté (*Economie et statistique*, n° 383-385, 2005) : «On peut se demander si les pauvres par choix doivent être comptabilisés au sein des populations que la société se doit de prendre en charge.» S'il faut aider ceux qui sont en situation d'invalidité (physique, mentale, économique et sociale), on peut s'interroger sur l'attitude à avoir vis-à-vis des valides qui ont fait de la rue et de la mendicité un choix de vie.

Un autre enseignement inédit peut être tiré du rapport de l'Insee sur la pauvreté : il met en évidence trois causes qui se situent plus en amont que les autres : la santé, la pauvreté relationnelle et la pauvreté subjective,

elle-même liée au comportement conduisant à vouloir vivre au-dessus de ses moyens. Les autres formes de pauvreté (conditions de vie, monétaire et accès à l'emploi) se situent en aval, comme des conséquences. Le profil type du SDF est celui d'un homme seul, sans qualification, qui se retrouve à la rue suite à une rupture familiale ou à une perte d'emploi accompagnée de troubles de santé. Retenons le message : la lutte contre la pauvreté et l'exclusion passe certainement par l'emploi, mais l'employabilité dépend aussi de l'état de santé physique et psychique des individus. Rien de pire pour le moral que la brisure des liens sociaux et familiaux, et rien de tel pour s'en sortir que le pare-chocs social de la famille et des amis.

Il ne faut pas pour autant désespérer : l'enquête partielle réalisée par Médecins du monde (1) donne un portrait robot du SDF parisien très instructif. Ils ont le plus souvent entre 30 et 50 ans ; la moitié est à la rue depuis plus de cinq ans et un tiers depuis moins d'un an ; la moitié souffre de l'alcoolisme ou de maladies respiratoires ou dermatologiques ; c'est sans doute la même moitié qui ne bénéficie pas de couverture maladie, malgré la CMU. On l'a compris, il faudrait séparer le traitement des derniers arrivés sur le trottoir et accompagner de manière spécifique ceux qui sont tombés très bas depuis longtemps. On doit aussi s'interroger sur les déplorables conditions d'accueil des centres, marquées par la concentration, la saleté et l'insécurité, qui conduisent 84 % des SDF sur le trottoir après avoir renoncé à appeler le 115 du Samu. La même enquête apporte une lueur d'espoir : 94 % des SDF affirment qu'ils quitteraient la rue si une solution décente leur était proposée.

Au-delà des émotions récurrentes en cette période d'hiver, il s'agit bien d'une oeuvre de longue haleine pour accompagner la réinsertion où chacun d'entre nous, là où il se trouve, peut jouer un rôle sans se reposer sur l'illusoire assurance que c'est l'affaire de la collectivité, c'est-à-dire des autres.

(1) *Le Monde* du 20 décembre 2006.

Dernier ouvrage paru : *Le Courage du bon sens*, éditions Odile Jacob.

<http://www.liberation.fr/rebonds/226540.FR.php>

© Libération